Annexe 1

PACTE FINANCIER ET FISCAL

SOMMAIRE

I. Ancien SAN, la CACP a continué, depuis sa transformation en 2004, à se mobiliser fortement en faveur de ses communes 2

I.1) Sur la période 2004-2015, 20% des investissements de la CACP ont été consacrés à la politique de solidarité en faveur des communes 3

I.2) En 2015, la dotation de solidarité communautaire et les attributions de compensation représentaient 25% des dépenses de gestion de la CACP 4

I.3) Une répartition du FPIC permettant au territoire d'assurer son dynamisme 5

II. La stratégie financière du territoire pour les 5 prochaines années est orientée vers deux objectifs principaux : préserver les équilibres financiers à long terme de la CACP et maintenir la dynamique de soutien des communes à l'accueil des populations nouvelles 7

II.1) Une stratégie financière conforme aux principes historiques qui ont guidé la construction de la CACP 7

II.2) Le territoire prend les mesures nécessaires pour maintenir la capacité d'investissement de la CACP tout en préservant ses équilibres financiers 7

 Poursuivre la stratégie volontariste de réduction des dépenses de fonctionnement, avec comme objectif une diminution des dépenses de fonctionnement de 7,5 M€ sur la période 2014-2017 ; 7

 Poursuivre la rationalisation des politiques publiques communautaires, le cas échéant en concertation avec les communes ; 7

 Recourir de manière modérée à une augmentation de l'encours de dette, afin de conserver une capacité de désendettement inférieure à 10 ans ; 7

II.3) Les dispositifs de solidarité communautaires en faveur des communes : stabilisation des attributions de compensation et maintien de la dynamique d'investissement 9

II.3-1) L'accueil des populations nouvelles et les fonds de concours : 108,2 M€ sur 5 ans 9

II.3-2) Maintien de la Dotation de solidarité communautaire (DSC) et ajustement de l'attribution de compensation en fonction de la reprise des points lumineux 15

II.4) Maintien des règles de répartition du FPIC.....15

I. ANCIEN SAN, LA CACP A CONTINUE, DEPUIS SA TRANSFORMATION EN 2004, A SE MOBILISER FORTEMENT EN FAVEUR DE SES COMMUNES

Depuis sa transformation en 2004, la CACP n'avait pas formalisé de pacte financier et fiscal. Cependant, une importante politique de solidarité avait été mise en place à destination de ses communes, en particulier au travers des dispositifs suivants :

- L'attribution de compensation (ou AC) : versée annuellement, elle constitue une dépense obligatoire pour la CA. Elle correspond à la différence entre les recettes de fiscalité professionnelle historiquement transférées à l'EPCI et les évaluations de transferts de charges réalisées.

- La dotation de solidarité communautaire (ou DSC) : il s'agit d'un dispositif de solidarité facultatif qui a été mis en place sur le territoire, et sanctuarisé en 2011, pour la part relevant de la contribution de la CACP, dans l'attribution de compensation.

- Les dépenses liées à l'accueil de populations nouvelles : ce dispositif très spécifique est autorisé sur le territoire uniquement en raison de son passé d'ancien SAN. Lors du passage en Communauté d'agglomération en 2004, les élus ont décidé de maintenir cette compétence de soutien aux communes pour l'accueil des populations nouvelles ;

- Le Fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (ou FPIC) : créé en 2012, ce fonds de péréquation national est calculé au niveau des ensembles intercommunaux. D'abord contributeur, le territoire a bénéficié en 2013 d'un mécanisme de pondération en faveur des Communautés d'agglomération issues de la transformation d'un Syndicat d'agglomération nouvelle, qui lui a permis de devenir bénéficiaire.

- Les fonds de concours et les contrats de territoire : ces participations, dérogatoires au principe de spécialité des EPCI, concernent les contributions versées par la CA à ses communes pour la réalisation d'équipements. Aux dispositifs variés du PPI 2004-2009 (programme pluriannuel de réhabilitation PPR, programme pluriannuel de réhabilitation et de restructuration PPR², dotations locaux administratifs, charte commerciale, centres anciens) ont succédé les contrats de territoire qui ont eu pour objectif d'organiser l'aide de la CACP autour de 4 enveloppes principales sur la durée du PPI 2010-2015 (enveloppe globale, contrat de ville, mise aux normes terrains de football, grands projets).

I.1) Sur la période 2004-2015, 20% des investissements de la CACP ont été consacrés à la politique de solidarité en faveur des communes

Sur la période 2004-2015, la CACP a consacré 138 M€ à l'accueil des populations nouvelles et aux fonds de concours, soit 22% des dépenses totales d'équipement réalisées sur la période.

	PPI 2004-2009 (réalisé)	PPI 2010-2015 (réalisé)	**TOTAL sur la période 2004-2015**	*Poids dans les dépenses*
Patrimoine communautaire	57 M€	62 M€	**119 M€**	19%
Investissements communautaires	148 M€	209 M€	**357 M€**	58%
Accueil des populations nouvelles (et fonds de concours)	64 M€	74 M€	**138 M€**	22%
TOTAL	**269 M€**	**345 M€**	**614 M€**	**100%**

Cette mobilisation s'est répartie entre les communes en fonction des besoins générés par l'accueil des populations nouvelles :

	Accueil des populations nouvelles et fonds de concours					
Période 2004-2015	**Dép. d'équipement sur la période**	**Dép. moyennes /an**	**Population***	**Dépenses en €/ hab.**	**Logements livrés**	**Dépenses en € / logement livré**
Boisemont**	269 000	22 417	785	343 €	26	10 346 €
Cergy	39 564 400	3 297 033	61 449	644 €	5 327	7 427 €
Courdimanche	11 916 100	993 008	6 693	1 780 €	188	63 384 €
Eragny	10 609 000	884 083	17 173	618 €	589	18 012 €
Jouy le Moutier	14 705 000	1 225 417	16 552	888 €	100	147 050 €
Maurecourt***	373 000	31 083	4 426	84 €	229	1 629 €
Menucourt	4 934 300	411 192	5 392	915 €	178	27 721 €
Neuville	1 691 000	140 917	2 036	831 €	97	17 433 €
Osny	10 288 000	857 333	16 654	618 €	652	15 779 €
Pontoise	20 332 300	1 694 358	31 570	644 €	783	25 967 €
Puiseux Pontoise	148 000	12 333	415	357 €	1	
Saint Ouen l'Aumône	15 240 000	1 270 000	23 746	642 €	1 095	13 918 €
Vauréal	7 921 000	660 083	16 122	491 €	1 333	5 942 €
TOTAL	**137 991 100**	**11 499 258**	**203 013**	**680 €**	**10 598**	**13 020 €**

** Population légale totale 2012 en vigueur au 01/01/15*

*** Boisemont : intégration en 2005*

**** Maurecourt : intégration en 2012*

I.2) En 2015, la dotation de solidarité communautaire et les attributions de compensation représentaient 25% des dépenses de gestion de la CACP

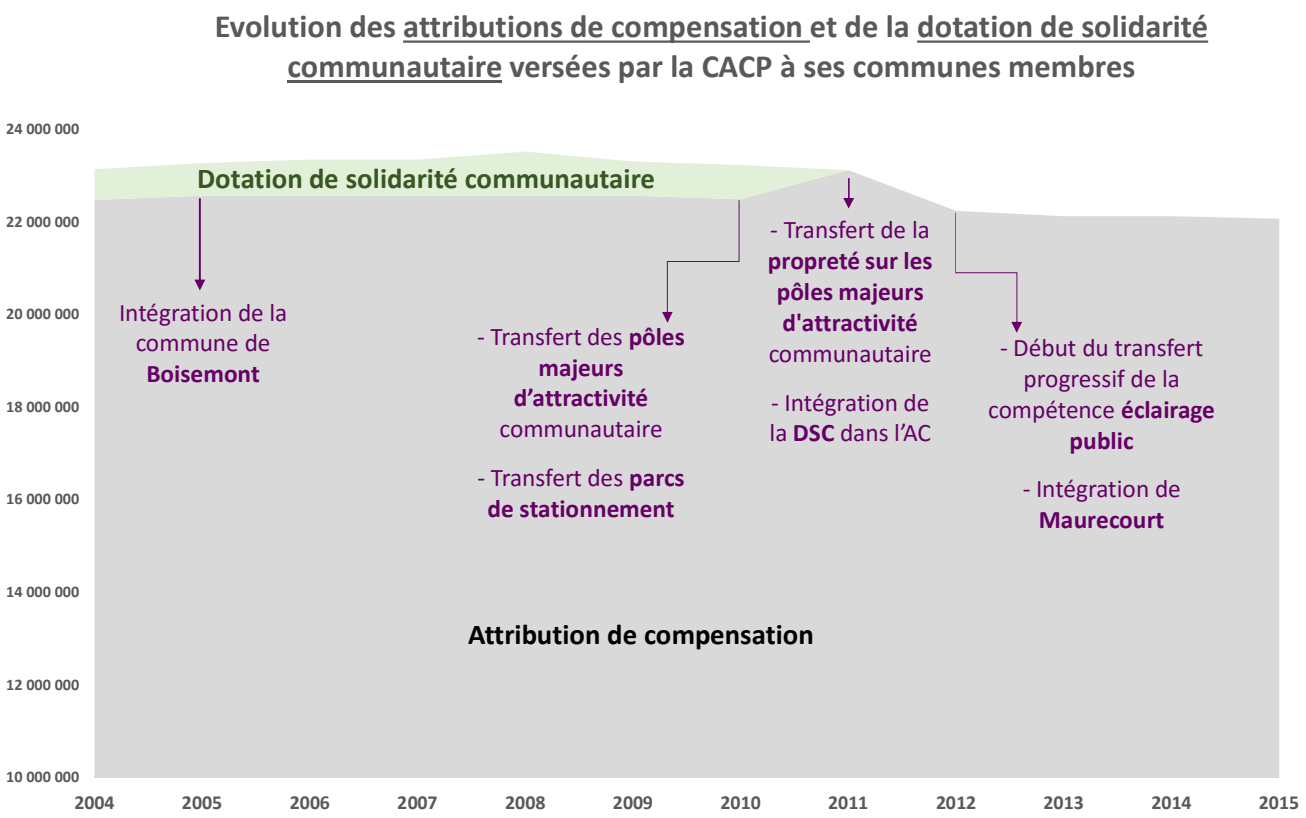
La Dotation de solidarité communautaire (DSC) versée aux communes permet de **renforcer la péréquation entre les collectivités du territoire**.

Communes	Potentiel financier* / hab. (DGF)	Effort fiscal	Nombre de logements sociaux	Revenu / hab. (INSEE)	Répartition de la DSC
BOISEMONT	732	75%	-	22 694	2%
CERGY	706	111%	39%	11 661	30%
COURDIMANCHE	656	88%	23%	15 866	6%
ERAGNY	665	126%	30%	14 392	15%
JOUY-LE-MOUTIER	636	104%	31%	13 575	15%
MAURECOURT	750	98%	-	17 616	0%
MENUCOURT	579	108%	21%	14 087	5%
NEUVILLE-SUR-OISE	698	96%	-	19 732	3%
OSNY	785	117%	19%	14 856	0%
PONTOISE	670	117%	31%	13 308	16%
PUISEUX-PONTOISE	1 309	55%	-	15 561	1%
SAINT-OUEN-L'AUMONE	966	104%	30%	12 291	-
VAUREAL	618	104%	23%	14 075	8%

** Potentiel financier trois taxes (TH, FB et FNB)*

En 2011, le territoire a décidé d'intégrer la dotation de solidarité communautaire, pour la part relevant de la contribution de la CACP au titre de la progression de ses recettes (740 K€), dans l'attribution de compensation de la CACP. Ce choix a permis une stabilisation de ce dispositif, à l'origine facultatif, **sécurisant cette contribution dans les recettes de fonctionnement des communes**. A l'inverse, cette décision a eu pour effet de **rigidifier durablement cette dépense non obligatoire pour la CACP**.

Sur la période 2004-2015, les principales évolutions des Attributions de compensation (AC) et de la Dotation de solidarité communautaire (DSC) ont été les suivantes :



Ces mouvements de périmètres (territoire et compétences) ont conduit globalement à une diminution des montants reversés par la CACP à ses communes membres entre 2004 et 2015. Il convient toutefois de rappeler que **cette évolution s'accompagne de transferts de dépenses des communes à la CACP qui en supporte la charge et la progression, à compter de la date du transfert**.

I.3) Une répartition du FPIC permettant au territoire d'assurer son dynamisme

Le Fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) est fondé sur la richesse du bloc communal (communes et intercommunalité) en particulier au travers de l'indicateur du potentiel financier agrégé.

La prise en compte du statut d'ancien Syndicat d'agglomération nouvelle (SAN) de la Communauté d'agglomération a eu pour effet de faire passer le territoire cergypontain de contributeur net en 2012 (-511 078 €) à bénéficiaire en 2013 (2 058 403 €) et 2014 (3 221 736 €).

Au regard de l'importance des investissements financés par la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise, le territoire a décidé, lorsqu'il est devenu éligible à ce fonds en 2013, de maintenir les règles de répartition dérogatoires du FPIC et d'en faire bénéficier la CA de manière plus importante que le prévoit le droit commun. Cette stratégie renforce l'effet péréquateur du dispositif en permettant à la CACP de maintenir ses investissements à destination des communes ayant les besoins les plus importants.

Communes	**2013**	**2014**	**2015**	***Répart. 2015***
BOISEMONT	4 334	6 784	9 436	*0,2%*
CERGY	309 653	484 659	678 297	*15,4%*
COURDIMANCHE	38 545	60 330	81 492	*1,8%*
ERAGNY	90 847	142 190	191 183	*4,3%*
JOUY-LE-MOUTIER	95 657	149 719	200 650	*4,5%*
MAURECOURT	29 497	46 167	62 076	*1,4%*
MENUCOURT	11 136	17 429	23 839	*0,5%*
NEUVILLE-SUR-OISE	95 023	148 726	200 411	*4,5%*
OSNY	169 140	264 732	356 937	*8,1%*
PONTOISE	3 497	5 473	7 123	*0,2%*
PUISEUX-PONTOISE	150 399	235 399	318 405	*7,2%*
SAINT-OUEN-L'AUMONE	89 326	139 810	186 474	*4,2%*
VAUREAL	17 499	27 388	53 683	*1,2%*
CACP	**953 850**	**1 492 930**	**2 046 646**	***46,3%***
Ensemble du territoire	**2 058 403**	**3 221 736**	**4 416 652**	***100%***

II. LA STRATEGIE FINANCIERE DU TERRITOIRE POUR LES 5 PROCHAINES ANNEES EST ORIENTEE VERS DEUX OBJECTIFS PRINCIPAUX : PRESERVER LES EQUILIBRES FINANCIERS A LONG TERME DE LA CACP ET MAINTENIR LA DYNAMIQUE DE SOUTIEN DES COMMUNES A L'ACCUEIL DES POPULATIONS NOUVELLES

II.1) Une stratégie financière conforme aux principes historiques qui ont guidé la construction de la CACP

Au cours de l'année 2015, les villes et leur Communauté d'agglomération, se sont fortement mobilisées pour bâtir la stratégie du territoire pour le mandat. **Il en est résulté les orientations suivantes, comme guide des choix des élus sur les cinq prochaines années :**

- **Une priorité donnée à l'investissement, et en particulier au soutien aux communes pour l'accueil des populations nouvelles**, conformément au choix de compétences fait lors du passage en CA en 2004 ;
- **Préserver les équilibres financiers à long terme de la CACP** :
    - Maintien de l'épargne brute supérieure à 20% ;
    - Un taux d'endettement inférieur à 200% ;
    - Une capacité de désendettement inférieure à 10 ans.

Pour y parvenir, les élus ont acté différentes mesures, permettant à la fois de préserver les équilibres financiers de la CA et de maintenir la dynamique de solidarité de l'intercommunalité vers ses communes, caractéristique historique du territoire. **Ces éléments sont formalisés dans le présent Pacte financier et fiscal, prévu pour les territoires signataires de contrats de ville.**

II.2) Le territoire prend les mesures nécessaires pour maintenir la capacité d'investissement de la CACP tout en préservant ses équilibres financiers

Afin de préserver la situation financière de la CACP, tout en lui permettant de continuer à investir pour la dynamique du territoire, **les élus ont décidé d'opter pour une stratégie claire et forte sur les équilibres de la section de fonctionnement et le niveau de son endettement**. Il s'agira en effet, sur les cinq prochaines années, de :

- Poursuivre la stratégie volontariste de réduction des dépenses de fonctionnement, avec comme objectif une diminution des dépenses de fonctionnement de 7,5 M€ sur la période 2014-2017 ;
- Poursuivre la rationalisation des politiques publiques communautaires, le cas échéant en concertation avec les communes ;
- Recourir de manière modérée à une augmentation de l'encours de dette, afin de conserver une capacité de désendettement inférieure à 10 ans ;
- Prévoir une hausse modérée de la fiscalité de 7,5 M€ en 2016 afin de poursuivre le financement des investissements destinées à l'accueil des populations nouvelles ;

Disposant des ressources propres et notamment d'une épargne brute à même de lui permettre de réaliser son programme d'investissement, il ne sera pas nécessaire de recourir ultérieurement au levier fiscal d'ici la fin du mandat et probablement même au-delà, la Communauté d'agglomération s'engageant en tout état de cause auprès des communes à ne pas y recourir.

- Maintenir les règles de répartition dérogatoires au titre du FPIC, soit 46,34% pour la CACP et 53,66% pour les communes du territoire.

II.3) Les dispositifs de solidarité communautaires en faveur des communes : stabilisation des attributions de compensation et maintien de la dynamique d'investissement

II.3-1) L'accueil des populations nouvelles et les fonds de concours : 108,2 M€ sur 5 ans

Sur la période 2016-2020, le territoire prévoit que la CACP consacre 39% de ses dépenses d'équipement à l'accueil des populations nouvelles des communes membres pour un montant global de 108,2 M€. En moyenne, la CACP mobilisera donc 21,6 M€ par an de dépenses d'équipement à cette compétence, contre 11,5 M€ par an sur la période 2004-2015.

	TOTAL sur la période 2016-2020	*Poids dans les dépenses*
Patrimoine communautaire	**77,3 M€**	28%
Investissements communautaires	**94,7 M€**	34%
Accompagnement communes (accueil des populations nouvelles et fonds de concours)	**108,2 M€**	39%
TOTAL	**280,2 M€**	**100%**

Le PPI 2016-2020 donne la priorité au financement des équipements communaux destinés à l'accueil des populations nouvelles. Le recensement des besoins effectué au plus près de la réalité conduit à un **montant moyen d'investissement par habitant de 532 € et de 8 056 € par logement livré.**

PPI 2016-2020					
En k€	Population légale totale 2013 en vigueur 01/01/2016	Prévisions livraisons de logements	Dépenses Accueil populations nouvelles	Dépenses en €/ habitant	Dépenses en €/ logement prévus 2016/2020
Boisemont	788	57	227 000 €	288 €	3 982 €
Cergy	62 479	4 164	32 222 625 €	516 €	7 738 €
Courdimanche	6 732	317	2 164 400 €	322 €	6 828 €
Eragny	16 927	1 262	10 225 889 €	604 €	8 103 €
Jouy le Moutier	16 477	1 001	7 544 338 €	458 €	7 537 €
Maurecourt	4 468	157	2 016 000 €	451 €	12 841 €
Menucourt	5 402	435	3 050 000 €	565 €	7 011 €
Neuville	2 045	233	1 500 000 €	733 €	6 438 €
Osny	16 737	1 153	7 075 800 €	423 €	6 137 €
Pontoise	31 160	2 676	22 893 686 €	735 €	8 555 €
Puiseux Pontoise	412	108	820 000 €	1 990 €	7 593 €
Saint Ouen l'Aumône	23 962	1 181	11 804 400 €	493 €	9 995 €
Vauréal	15 939	690	6 500 000 €	408 €	9 420 €
Total	**203 528**	**13 434**	**108 218 871 €**	**532 €**	**8 056 €**

Le choix du territoire, de porter collectivement une partie des investissements liés à l'accueil des populations nouvelles, via les montants investis par la CACP sur cette compétence, permet d'assurer une péréquation entre les villes et de concentrer les moyens sur les territoires les plus en difficulté.

Communes	Potentiel financier* / hab. (DGF)	Effort fiscal	Revenu / hab. (INSEE)	Nombre de logements en ZUS	Nombre de logements sociaux	Répart. des invest. pour l'Accueil des pop. nouv.
BOISEMONT	732	75%	22 694	-	-	0,2%
CERGY	706	111%	11 661	76%	39%	30%
COURDIMANCHE	656	88%	15 866	0%	23%	2%
ERAGNY	665	126%	14 392	0%	30%	9%
JOUY-LE-MOUTIER	636	104%	13 575	0%	31%	7%
MAURECOURT	750	98%	17 616	-	-	2%
MENUCOURT	579	108%	14 087	0%	21%	3%
NEUVILLE-SUR-OISE	698	96%	19 732	-	-	1,4%
OSNY	785	117%	14 856	0%	19%	7%
PONTOISE	670	117%	13 308	0%	31%	22%
PUISEUX-PONTOISE	1 309	55%	15 561	-	-	0,8%
SAINT-OUEN-L'AUMONE	966	104%	12 291	24%	30%	11%
VAUREAL	618	104%	14 075	0%	23%	6%

** Potentiel financier trois taxes (TH, FB et FNB)*

a. L'essentiel sera consacré aux équipements scolaires (54,3 M€)

Le territoire prévoit que la Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise investisse 54,3 M€ pour la réalisation de groupes scolaires sur la période 2016-2020.

		Investissements de la CACP pour les communes => **Les groupes scolaires**					
Commune	**Opérations (en €)**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**TOTAL**
Boisemont	-	-	-	-	-	-	-
Cergy	*GS Hauts de Cergy Point du Jour*	*2,4*	*4,5*	*1,0*	*-*	*-*	*7,9*
	HDC Préfabriqués	*-*	*1,0*	*-*	*-*	*-*	*1,0*
	GS Hauts de Cergy	*0,3*	*5,0*	*5,0*	*3,0*	*-*	*13,4*
	GS Grand centre (1/2)	*-*	*-*	*-*	*-*	*0,2*	*0,2*
	Sous -total pour la ville	2,7	10,5	6,0	3,0	0,2	22,5
Courdimanche	-	-	-	-	-	-	-
Eragny	Bas Noyer - Equipements publics	-	5,0	5,0	-	-	10,0
Jouy-le-Moutier	Ecole des Merisiers	-	0,6	0,9	-	-	1,4
Maurecourt	Construction nouv. restaurant scolaire	-	0,4	0,4	-	-	0,7
Menucourt	Ecole maternelle Cornouillers	0,3	-	-	-	-	0,3
Neuville	Extension école + réfectoire	-	-	0,6	0,9	-	1,5
Osny	Ilôt Saint-Exupéry	-	-	0,5	1,5	3,0	5,0
Pontoise	*Equipements scolaires / CCI*	*-*	*-*	*1,0*	*0,6*	*-*	*1,6*
	Extension ou 1/2 GS Bossut	*-*	*-*	*-*	*0,3*	*2,7*	*3,0*
	Sous -total pour la ville	-	-	1,0	0,9	2,7	4,6
Puiseux Pontoise	Réhabilitation/extension école	0,1	0,1	-	-	-	0,1
Saint-Ouen-l'Aumône	*GS Liesse 1*	*0,03*	*-*	*-*	*-*	*-*	*0,0*
	Extensions GS Le Nôtre et Liesse	*-*	*-*	*-*	*4,0*	*4,0*	*8,0*
	GS Liesse 2 et local associatif	*-*	*-*	*-*	*-*	*0,2*	*0,2*
	Sous -total pour la ville	0,03	-	-	4,0	4,2	8,2
Vauréal	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL		**3,1**	**16,5**	**14,3**	**10,4**	**10,1**	**54,3**

b. La CACP financera une partie des dépenses d'équipement communales liées à la petite enfance (8,6 M€)

Par ailleurs, il est prévu que la Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise investisse 8,6 M€ pour la réalisation d'équipements pour l'accueil de la petite enfance sur la période 2016-2020.

		Investissements de la CACP pour les communes **=> Les équipements destinés à l'accueil petite enfance**					
Commune	**Opérations (en €)**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**TOTAL**
Boisemont	-	-	-	-	-	-	-
Cergy	*Crèche Hauts de Cergy*	*-*	*-*	*-*	*0,4*	*0,6*	*1,0*
	Crèche Clos Billes	*0,3*	*0,3*	*-*	*-*	*-*	*0,6*
	Sous -total pour la ville	0,3	0,3	-	0,4	0,6	1,6
Courdimanche	Equip.petite enfance et foyer rural	0,4	0,6	-	-	-	1,0
Eragny	-	-	-	-	-	-	-
Jouy-le-Moutier	-	-	-	-	-	-	-
Maurecourt	-	-	-	-	-	-	-
Menucourt	-	-	-	-	-	-	-
Neuville	-	-	-	-	-	-	-
Osny	Maison de l'enfance	0,1	-	-	-	-	0,1
Pontoise	Crèche Bossut	-	-	0,6	0,6	-	1,2
Puiseux Pontoise	-	-	-	-	-	-	-
Saint-Ouen-l'A.	Crèche	-	-	0,00	0,4	0,4	0,8
Vauréal	Equipement petite enfance	-	1,0	1,5	1,5	-	4,0
TOTAL		**0,8**	**1,9**	**2,1**	**2,9**	**1,0**	**8,6**

c. Des équipements culturels et sportifs de proximité seront portés par la CACP (20,8 M€)

La Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise assurera la réalisation dans les communes d'équipements de proximité à hauteur de 20,8 M€ sur la période 2016-2020.

		Investissements de la CACP pour les communes **=> Les équipements culturels et sportifs de proximité**					
Commune	**Opérations (en €)**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**TOTAL**
Boisemont	-	-	-	-	-	-	-
Cergy	Gymnase des Chênes	-	-	-	1,0	1,0	2,0
Courdimanche	MELC	-	-	-	-	-	-
Eragny	-	-	-	-	-	-	-
Jouy-le-Moutier	*Pôle foot -vestiaires définitifs*	*0,1*	*0,7*	*0,6*	*-*	*-*	*1,3*
	Réfection gymnase des Bruzacques	*-*	*-*	*0,3*	*0,5*	*-*	*0,8*
	Réfection piste d'athlétisme	*-*	*0,2*	*0,2*	*-*	*-*	*0,4*
	Sous -total pour la ville	0,1	0,8	1,2	0,5	-	2,6
Maurecourt	*Construction 2 terrains de foot*	*-*	*0,4*	*0,4*	*0,3*	*-*	*1,0*
	Ecole de musique / maison des assoc.	*-*	*-*	*-*		*0,4*	*0,4*
	Sous -total pour la ville	-	0,4	0,4	0,3	0,4	1,3
Menucourt	Extension salle culturelle G. Brassens	-	-	0,3	-	-	0,3
Neuville	-	-	-	-	-	-	-
Osny	Osny - extension gymnase La Bruyère	1,2	0,1	-	-	-	1,3
Pontoise	*Reconstitution des équipements sportifs Boss*	*0,4*	*3,5*	*5,7*	*-*	*-*	*9,6*
	Extension gymnase	*-*	*0,3*	*0,4*	*-*	*-*	*0,7*
	Sous -total pour la ville	0,4	3,8	6,1	-	-	10,3
Puiseux Pontoise	-	-	-	-	-	-	-
Saint-Ouen-l'A.	SOA - extension complexe Pagnol	0,4	0,4	-	-	-	0,8
Vauréal	*Bibliothèque*	*0,2*	*-*	*-*	*-*	*-*	*0,2*
	Forum	*1,0*	*1,0*	*-*	*-*	*-*	*2,0*
	Sous -total pour la ville	1,2	1,0	-	-	-	2,2
TOTAL		**3,3**	**6,5**	**7,9**	**1,7**	**1,4**	**20,8**

d. D'autres équipements communaux seront également pris en charge par la CACP (16 M€)

Des équipements communaux divers devraient également être portés par la Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise, à hauteur de 16 M€ sur la période 2016-2020.

		Investissements de la CACP pour les communes => Les autres équipements communaux					
Commune	**Opérations (en €)**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**TOTAL**
Boisemont	Aménagement de voirie	-	-	0,2	-	-	0,2
Cergy	Equipement Axe Majeur Horloge	-	0,5	1,0	2,5	-	4,0
Courdimanche	*Opération à définir*	-	-	0,5	-	-	0,5
Eragny	-	-	-	-	-	-	-
Jouy-le-Moutier	*LCR et extension parking*	*0,8*	*0,8*	*-*	*-*	*-*	*1,5*
	Accès école du Noyer	*-*	*-*	*0,4*	*0,6*	*-*	*1,0*
	Sous -total pour la ville	0,8	0,8	0,4	0,6	-	2,5
Maurecourt	-	-	-	-	-	-	-
Menucourt	*Réhabilitation logements de fonction GS*	*-*	*-*	*0,2*	*-*	*-*	*0,2*
	Réhabilitation mairie et création parking	*-*	*-*	*-*	*0,2*	*-*	*0,2*
	Toiture centre de loisirs	*0,1*	*-*	*-*	*-*	*-*	*0,1*
	Plateaux surélevés devant GS	*0,1*	*-*	*0,1*	*-*	*-*	*0,1*
	Réfection de la rue du Bas Rucourt	*-*	*0,4*	*-*	*-*	*-*	*0,4*
	Centre de loisirs / centre social	*-*	*0,6*	*1,0*	*-*	*-*	*1,6*
	Sous -total pour la ville	0,1	1,0	1,2	0,2	-	2,5
Neuville	-	-	-	-	-	-	-
Osny	-	-	-	-	-	-	-
Pontoise	*Parking Bossut*	*-*	*-*	*-*	*-*	*0,5*	*0,5*
	Parking centre ville	*-*	*-*	*2,0*	*1,1*	*1,1*	*4,2*
	Sous -total pour la ville	-	-	2,0	1,1	1,6	4,7
Puiseux Pontoise	Salle polyvalente	0,4	0,4	-	-	-	0,7
Saint-Ouen-l'A.	Extension centre de loisirs Eiffel	0,6	-	-	-	-	0,6
Vauréal	PUP - maison intergénérationnelle	-	0,4	-	-	-	0,4
TOTAL		**1,8**	**3,0**	**5,3**	**4,4**	**1,6**	**16,0**

Ce programme d'investissement d'équipements communaux que la Communauté d'agglomération mettra en œuvre dans le cadre de la compétence dérogatoire qu'elle a conservée lors du retour au droit commun en 2004 **sera conduit en étroite cohérence avec la réalisation des opérations de construction de logements identifiées dans la continuité et l'achèvement du PLH 2009-2016 comme dans la programmation du PLH 2016-2020**, réalisation qui conditionnera les cofinancements attendus de l'Etat comme de la région.

e. Poursuite des contrats de territoire engagés sur la période précédente (8,5 M€)

Sur la période 2016-2020, il est prévu que la CACP verse au maximum 8,5 M€ à ses communes membres au titre des contrats de territoire. Le partage entre ces dernières sera réalisé au cours de la période.

II.3-2) Maintien de la Dotation de solidarité communautaire (DSC) et ajustement de l'attribution de compensation en fonction de la reprise des points lumineux

Depuis le 1er juillet 2012, le transfert intégral de la compétence éclairage public est effectif. Les attributions de compensation sont réduites du montant annuel lié à la reprise des points lumineux des ASL, soit 200 par an, multiplié par 190 €, à partir de 2015.

En M€	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Nombre de points transférés en N-1	200	200	200	200	200	200
Points lumineux transférés en cumulé (3 500 au total jusqu'en 2030)	*658*	*858*	*1 058*	*1 258*	*1 458*	*1 658*
Montant par point lumineux	0,00019					
Montant complémentaire à retenir de l'AC en N+1	**-0,09**	**-0,04**	**-0,04**	**-0,04**	**-0,04**	**-0,04**
Montant en cumulé	*-0,09*	*-0,13*	*-0,16*	*-0,20*	*-0,24*	*-0,28*

Les attributions de compensations versées par la CACP à ses communes membres diminueront au global de 0,04 M€ par an, correspondant au transfert progressif des points lumineux. **En parallèle, les communes ne supportent plus l'évolution de ces charges et bénéficient d'un service rendu plus performant.**

En M €	2015 est.	2016 est.	2017 est.	2018 est.	2019 est.	2020 est.
Attribution de compensation	22,0	22,0	22,0	21,9	21,9	21,8
Evolution estimée	*-0,09*	*-0,04*	*-0,04*	*-0,04*	*-0,04*	*-0,04*

En cas de **nouveaux transferts de compétences**, notamment dans le cadre des dispositions prévues par la Loi NOTRe du 7 août 2015, les attributions de compensation pourront être modifiées sur la période 2016-2020, en fonction des travaux d'évaluation des transferts de charges menés par la CACP et les communes.

II.4) Maintien des règles de répartition du FPIC

Pour maintenir les équilibres de la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise, lui permettant d'intervenir largement en faveur des communes via les dépenses d'équipement réalisées en faveur de l'accueil des populations nouvelles, **le territoire souhaite maintenir chaque année la répartition dérogatoire du FPIC**.

Ainsi, chaque année, le territoire sera amené à délibérer pour assurer à la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise la perception de 46,34% du fonds, et aux communes de 53,66% de ce dernier.